CONSEIL DU CONTENTIEUX DES

ETRANGERS ARRÊT

n°1807 du 19 septembre 2007
dans l'affaire X/

En cause : X

Domicile élu : X

contre :

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur.

LE,

Vu la requête introduite le 27 juin 2007 par X, de nationalité marocaine, qui demande la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande en révision prise à son égard le 30 mai 2007.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 6 août 2007 convoquant les parties à comparaître le 21 août 2007.

Entendu, en son rapport, , .

Entendu, en leurs observations, Me M. VANDEPUTTE loco Me B. BRIJS, avocate, qui comparaît pour la partie requérante, et Me E. MOTULSKY loco Me F. MOTULSKY, avocate, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRÊT SUIVANT : 1.

Les faits utiles à l'appréciation de la cause.

1.1. La requérante s'est mariée à Nador au Maroc le 21 mars 2005 avec Monsieur El Kennani Mohamed, de nationalité belge.

Le 10 mai 2005, elle a introduit auprès du Consulat Général de Belgique à Casablanca une demande de visa de regroupement familial, conformément à l'article 40, § 6, de la loi du 15 décembre 1980.

Le 10 mars 2006, cette demande a fait l'objet d'une décision de refus notifiée à la requérante au motif que :

« Considérant que pour les ressortissants belges, l'article 146 bis du code civil belge dit qu'il n'y a pas de mariage lorsqu'il ressort d'une combinaison de circonstances que l'intention de l'un ou moins des époux n'est manifestement

pas la création d'une communauté de vie durable mais vise uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour. Hé au statut d'époux. Considérant que dans le cas d'espèce, l'époux de la requérante est belge et que les faits suivants démontrent clairement que cette disposition trouve à s'appliquer :

El Kennani Mohamed souffre d'une réduction d'autonomie correspondant à une incapacité de 80% au moins. De plus, il est l'aîné de 16 ans de son épouse. De plus, dans son avis du 10/04/2006, le Parquet du Procureur du Roi de Bruxelles estime que des éléments confortent le caractère frauduleux du mariage ; absence de cohabitation au pays des époux malgré le mariage, ignorance de Mr. de la date précise de naissance de Mme, ainsi que des hobbies de celle-ci. Il est d'avis de ne reconnaître aucun effet à ce mariage en Belgique. Dès lors, l'Office des étrangers refuse de reconnaître en Belgique le mariage conclu entre Mimouni Naoual et El Kennani Mohamed. Ce mariage n'ouvre donc pas le droit au regroupement familial et le visa est refusé ».

Le 3 avril 2007, la requérante introduit un recours en révision contre la décision précitée.

En date du 30 mai 2007, le délégué du ministre de l'Intérieur a demandé au Consul de notifier à la requérante la décision d'irrecevabilité de sa demande en révision.

1.2. En date du 5 juin 2007, le délégué du Ministre de l'Intérieur a informé le conseil de la requérante de l'irrecevabilité de la demande en révision introduite par la requérante.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« ...conformément aux articles 44, 44 bis et 64 de la loi du 15.12.1980, la décision contestée ne peut donner lieu à une demande en révision étant donné que les décisions énumérées dans ces articles ne concernent pas une décision de refus de visa pour regroupement familial...»

2. Recevabilité de la requête.

.1. La partie défenderesse soulève une exception d'irrecevabilité de la requête en raison de la nature de l'acte litigieux qui constitue une simple information donnée au conseil de la requérante quant au sort réservé à sa demande en révision et du caractère prématuré du recours, dès lors que la décision d'irrecevabilité ne semble pas avoir été notifiée à la requérante, suite aux instructions adressées en date du 30 mai 2007 au Consul de Casablanca.

.2. En l'espèce, le Conseil relève que s'il ressort du dossier administratif que des instructions ont bien été envoyées au Consul Général de Belgique à Casablanca en vue de notifier à la requérante l'irrecevabilité de sa demande en révision du 3 avril 2007, aucun acte de notification de cette décision ne figure audit dossier.

Le Conseil constate cependant que la teneur de cette décision d'irrecevabilité a été communiquée au conseil de la requérante le 5 juin 2007, dans des termes qui reproduisent parfaitement les motifs de la décision originale. Il ne peut dès lors être contesté qu'à cette même date, la requérante a, par la voie de son mandataire, eu connaissance de la décision d'irrecevabilité de sa demande en révision, ainsi que des motifs de cette décision, et que cette connaissance était suffisante à faire naître dans son chef un intérêt à agir devant le Conseil.

2.3. L'exception doit être rejetée.

3. L'examen du recours.

3.1.1. La partie requérante prend un premier moyen de la violation des articles 40, 42, 43, 44, 64, 65 et 66 de la loi du 15 décembre 1980, de l'article 61 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, et de l'article 230 de la loi du 15 septembre 2006. Elle soutient que contrairement à ce qu'affirme la partie défenderesse, une décision de refus de visa pour regroupement familial peut donner lieu à un recours en révision conformément à la loi.

En effet, conformément à l'article 64, 3° de la loi du 15 décembre 1980, un recours en révision est ouvert a rencontre de toute décision de rejet d'une demande d'autorisation d'établissement, et en vertu de l'article 44 de la même loi, la demande en révision prévue à l'article 64 peut avoir lieu a rencontre de « *tout refus de délivrance d'un titre de séjour à un étranger CE auquel un droit de séjour est accordé conformément à l'article 42...* ».

La partie requérante rappelle qu'elle doit être assimilée à un étranger CE suite à son mariage avec un Belge en application de l'article 40, § 6, de la loi du 15 décembre 1980. Dès lors, elle estime que la décision de refus de visa pour regroupement familial prise avant toute délivrance d'un premier titre de séjour à l'égard de l'assimilé CE, constituée au sens de l'article 44 de la loi du 15 décembre 1980, une décision de refus de délivrance de pareil titre envers un étranger CE.

3.1.2. Sur ce premier moyen, le Conseil rappelle qu'il ressort des articles 64, 3°, 44 et 44bis de la loi du 15 décembre 1980, qu'un recours en révision n'est ouvert qu'à l'encontre d'une décision de rejet d'une demande d'autorisation d'établissement, d'une décision de refus de délivrance d'un titre de séjour à un étranger CE ou toute décision d'éloignement prise à l'égard d'un étranger CE, ainsi qu'à l'égard de toute décision prise par le ministre ou son délégué de mettre fin au séjour de l'étudiant CE visé à l'article 40§2, 5°, de la loi du 15 décembre 1980.

En l'espèce, le Conseil constate que la décision litigieuse porte sur un refus de délivrance d'un visa de regroupement familial à un étranger qui revendique un droit de séjour au titre de l'article 40 de la loi. Quand bien même un tel visa, destiné à permettre l'entrée sur le territoire belge pour y faire valoir ce droit de séjour, préfigure la mise en œuvre de ce dernier, il ne saurait se confondre ni avec la reconnaissance définitive de celui-ci ni avec l'octroi du titre qui le consacre, lesquels ne s'opèrent qu'après la vérification, en Belgique, des conditions spécifiques liées au but du séjour envisagé, en l'espèce l'installation avec un ressortissant belge.

Il s'en déduit que la décision portant sur l'octroi d'un tel visa ne peut être assimilée à une décision portant sur la délivrance d'un titre de séjour. Il ressort tout aussi clairement du libellé des articles 64, 44 et 44bis de la loi précitée, qu'un recours en révision n'est pas prévu a rencontre d'une décision portant sur l'octroi d'un visa d'entrée. Le Conseil observe encore que le caractère suspensif d'une demande en révision ne trouve sa raison d'être et son effet utile que dans la perspective d'un étranger qui revendique son droit de séjour sur le territoire belge lui-même.

Quant à la violation alléguée de l'article 230 de la loi du 15 septembre 2006, le Conseil estime que cette branche du moyen est obscure, en sorte qu'elle ne peut être examinée utilement.

3.1.3. Le moyen n'est pas fondé.

3.2.1. La partie requérante prend un deuxième moyen de la violation des articles 62 de la loi du 15 décembre 1980, et 1, 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991. Elle soutient que la partie adverse a manqué à son obligation de motivation, laquelle ne s'est manifestement pas donnée la peine de répondre aux divers arguments pertinents soulevés par la partie requérante dans sa demande en révision, et viole ainsi les dispositions légales citées dans le moyen.

3.2.2. Sur ce second moyen, le Conseil souligne que la partie défenderesse n'avait pas a se prononcer sur les arguments de fond développés dans la demande de révision, dès lors qu'elle a conclu, en amont de son examen, à l'irrecevabilité de cette demande.

Dès lors, en limitant la motivation de cette décision d'irrecevabilité à l'énoncé des raisons pour lesquelles elle devait être déclarée irrecevable, la partie défenderesse a motivé sa décision à suffisance.

3.2.3. Le moyen n'est pas fondé.

3.3. Le mémoire en réplique que la partie requérante a fait parvenir au Conseil le 17 août 2007 doit être écarté des débats, une telle pièce de procédure n'étant pas prévue par l'article 39/81, aliéna 2, de la loi du 15 décembre 1980, lu en combinaison avec l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil, relatifs à la procédure en débats succincts.

4. L'affaire n'appelant que des débats succincts, il y a lieu d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE**

Article 1er

La requête en annulation est rejetée.

Article 2.

Il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la chambre, le dix-neuf septembre deux mille sept par :

,
,
,
,

Le Greffier,

Le Président,